

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-20 du 23 mai 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump recommande l'imposition d'un droit de douane généralisé de 50 % sur les importations en provenance de l'UE

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Énergie finalise l'étude 2024 sur le GNL et entame la reprise des exportations

Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports établit un Centre national d'excellence sur la sécurité du GNL en Louisiane

Distribution et divertissement

4. Un nouveau parc à thème Universal ouvre ses portes en Floride

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Le Département de l'Agriculture approuve la demande du Nebraska d'exclure certains aliments du bénéfice d'un programme d'aide alimentaire

Numérique et innovation

6. La FCC autorise le rachat de Frontier par Verizon suite aux engagements pris par l'opérateur américain, dont l'abandon de ses politiques « diversité, équité et inclusion »
7. La loi sur la diffusion d'images intimes non-consenties en ligne entre en vigueur
8. Crusoe Energy lève 11,6 Md\$ pour un cluster de calcul destiné à OpenAI, premier projet de l'initiative Stargate

Santé

9. L'administration pousse l'industrie pharmaceutique à aligner le prix des médicaments vendus aux États-Unis avec ceux pratiqués à l'étranger

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump recommande l'imposition d'un droit de douane généralisé de 50 % sur les importations en provenance de l'UE

Le 23 mai, le Président D. Trump a [recommandé](#), via Truth Social, l'imposition d'un droit de douane généralisé de 50 % sur les importations en provenance de l'UE à compter du 1^{er} juin 2025. Dans ce message, il évoque les « puissantes barrières commerciales, la TVA, des pénalités absurdes contre les entreprises, des obstacles non tarifaires, des manipulations monétaires, des poursuites injustes et infondées visant des entreprises américaines, entre autres pratiques », qui, selon lui, auraient contribué à un déficit commercial « inacceptable » avec l'UE. Il déplore également l'absence de progrès dans les négociations commerciales transatlantiques. Il rappelle, à toutes fins utiles, qu'« aucun droit de douane ne sera appliqué sur les produits fabriqués ou assemblés aux États-Unis ».

Cette déclaration intervient alors que le Commissaire européen au Commerce, M. Šefčovič, et le Représentant américain au Commerce (USTR), J. Greer, avaient un appel prévu dans la foulée du post sur Truth Social.

Brèves

- Le 21 mai, le Secrétaire au Trésor S. Bessent a [échangé](#) avec son homologue japonais au sujet de « la relation économique entre les États-Unis et le Japon, y compris la sécurité mondiale et les discussions commerciales bilatérales en cours entre les deux pays ». S'agissant de la politique de change, les deux ministres ont « réaffirmé leur conviction commune que les taux de change doivent être déterminés par le marché et que, à l'heure actuelle, le taux de change dollar-yen reflète les fondamentaux ».
- Le 20 mai, dans le cadre d'une [enquête](#) initiée en mai 2024, la Commission du commerce international (USITC) a [statué](#) en faveur de la mise en œuvre par le Département du Commerce de [droits](#) compensateurs et anti-dumping sur les importations de produits photovoltaïques en provenance d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Malaisie, Thaïlande et Vietnam), accusées de nuire à l'industrie américaine *via* des pratiques de dumping et de subventions déloyales par des entreprises liées à la Chine [voir [Brèves sectorielles du 25 avril 2025](#)].
- Le 21 mai, le Département du Commerce a [proposé](#) l'entrée en vigueur de droits compensateurs (*countervailing duties* – CVD) sur les anodes actives originaires de Chine dans le cadre d'une procédure débutée fin 2024. Une enquête anti-dumping est également en cours sur ce même secteur.
- Le 21 mai, Marco Rubio a [confirmé](#) sur le réseau social X que la licence autorisant la clôture de certaines transactions liées aux

opérations de Chevron au Venezuela pour son désengagement expirera comme prévu le 27 mai.

- Le 15 mai, le Département du Trésor a [accordé](#) une licence générale, autorisant les services pétroliers liés aux projets du Caspian Pipeline Consortium et de Tengizchevroil.
- Le 15 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) deux hauts responsables du Hezbollah et deux facilitateurs financiers en raison de leur implication dans la coordination de transferts financiers en faveur du Hezbollah en provenance de donateurs étrangers.
- Le 16 mai, le Département du Trésor a [publié](#) le Protocole d'accord conclu avec le Secrétariat d'État à l'économie suisse (SECO) visant à renforcer la coopération en matière de mise en œuvre des sanctions via le partage d'informations.
- Le 21 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) deux hauts responsables d'une organisation mexicaine de trafic de stupéfiants. Cette désignation est le fruit de la coordination entre le Homeland Security Investigation (HSI), le Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (ATF) et la Drug Enforcement Administration (DEA).

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Énergie finalise l'étude 2024 sur le GNL et entame la reprise des exportations

Le 19 mai, le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) sa réponse aux commentaires publics sur l'[étude 2024](#) sur l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), préparant le terrain pour une augmentation des exportations de GNL. Cette étude avait été publiée en décembre 2024, à la fin de l'administration Biden, et avait fait l'objet d'une période de consultation publique jusqu'au 20 mars 2025. L'objectif de l'étude était « d'aider à évaluer les différentes facettes de l'intérêt public qui sont affectées par les exportations de GNL américain ».

Selon le Secrétaire à l'Énergie Chris Wright, les faits démontrent que l'augmentation des exportations du GNL profite à l'économie nationale, à la sécurité des alliés des États-Unis et à la stabilité géopolitique mondiale. Selon Tala Goudarzi, Secrétaire adjointe au sein du Bureau de l'énergie fossile et de la gestion du carbone, l'étude confirme que le GNL renforce l'économie américaine, crée des emplois, améliore la balance commerciale et ne génère pas d'impact significatif sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le DoE conclut que l'ensemble de l'étude confirme que les exportations de GNL sont dans l'intérêt public américain.

Pour mémoire, le DoE est responsable de la délivrance des autorisations d'exportation de GNL vers des pays étrangers

conformément à la loi sur le Gaz Naturel (Natural Gas Act). Lorsque la demande d'exportation concerne un pays n'ayant pas signé un accord de libre-échange avec les États-Unis, le DoE est en charge d'évaluer si la demande est « conforme à l'intérêt public » avant d'accorder le cas échéant un permis d'exportation. Pour les pays ayant signé un accord de libre-échange, les demandes sont réputées conformes à l'intérêt public, sans étude complémentaire.

Brèves

- Le 20 mai, le Département de l'Intérieur (DoI) a [lancé](#) un processus d'évaluation pour la vente de droits miniers offshore près des Samoa américaines, une première en plus de 30 ans. Cette initiative, en lien avec la stratégie du Président D. Trump sur les minéraux critiques, répond à une demande de la société Impossible Metals et pourrait ouvrir la voie à l'extraction future de minerais rares sur le plateau continental extérieur des États-Unis.
- Le 16 mai, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) l'octroi de 267 M\$ de subventions pour la réhabilitation de friches industrielles aux États-Unis. Ces fonds serviront à évaluer, nettoyer et réaménager des sites contaminés. Selon le communiqué de l'EPA, « ces subventions concrétisent l'engagement de l'agence à protéger la santé humaine et l'environnement tout en restant un bon gestionnaire de l'argent des contribuables et en faisant progresser les politiques visant à dynamiser l'économie ».

Transport et infrastructure

3. Le Département des Transports établit un Centre national d'excellence sur la sécurité du GNL en Louisiane

Le 19 mai, en compagnie du Sénateur J. Kennedy (R-Louisiane), le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [annoncé](#) l'établissement du tout premier Centre national d'excellence sur la sécurité du GNL (National Center of Excellence for LNG Safety) à Lake Charles, en Louisiane. Ce centre national, rattaché à l'agence PHMSA (Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration) du Département des Transports (DoT), sera situé au sein de la McNeese State University. Cette université a été la première institution aux États-Unis à proposer une formation certifiante relative à l'industrie du GNL (LNG Business) et disposait déjà de son propre centre d'excellence dans ce domaine.

L'ouverture d'un Centre national d'excellence dédié à la sécurité du LNG avait été décidée en 2020 dans le cadre de la loi PIPES (Pipelines and Enhancing Safety Act of 2020), dans l'objectif de renforcer la position des États Unis en tant que pays leader et expert le plus avancé en matière d'opérations de GNL. À cette fin, le Centre national d'excellence devra :

- Approfondir l'expertise du gouvernement fédéral dans l'exploitation, la gestion et les pratiques réglementaire relatives aux installations de GNL ;
- Constituer un centre de ressources sur les bonnes pratiques en matière d'exploitation des installations de GNL ;
- Faciliter la collaboration entre les parties prenantes du secteur du GNL.

Le communiqué du DoT indique par ailleurs que ce Centre national d'excellence facilitera la recherche et le développement, la formation et la coordination réglementaire et qu'il encouragera le développement de solutions en matière de sécurité pour le GNL « en réponse aux défis du monde réel » à travers la collaboration entre parties prenantes à l'échelle mondiale et domestique. Sont notamment cités, au sein de l'administration fédérale américaine, aux côtés de la PHMSA : l'U.S. Coast Guard, le Département de l'Énergie et la Commission de régulation de l'énergie (Federal Energy Regulatory Commission – FERC).

Distribution et divertissement

4. Un nouveau parc à thème Universal ouvre ses portes en Floride

Le parc à thème Epic Universe, situé sur le complexe Universal Resort à Orlando, Floride, a été officiellement [inauguré](#) le 22 mai. Premier parc à thème majeur inauguré aux États-Unis depuis près de 25 ans, il a nécessité pour sa conception et sa construction un investissement [estimé](#) par la presse à plus de 7 Md\$ pour sa maison mère Comcast, qui estime pour sa part à 11 Md\$ l'impact économique total de la construction du parc au cours des six dernières années. Selon Comcast, 65 000 emplois ont été créés aux États-Unis pour la construction du parc, et 17 000 emplois seront créés au cours de sa première année d'opération. Couvrant une surface de plus de 300 hectares, le parc représente le principal investissement dans les parcs Universal depuis la prise de contrôle de Comcast sur NBCUniversal en 2011. L'inauguration du parc a été précédée de l'ouverture de trois hôtels adjacents, pour un total de 2 000 chambres supplémentaires.

Brèves

- Selon les [informations](#) de Reuters, Walmart aurait dévoilé dans une note interne le 21 mai un plan de licenciement de 1 500 personnes dans le cadre de la restructuration de ses activités aux États-Unis. Cette décision pourrait avoir des répercussions sur les équipes en charge des opérations technologiques, des commandes en ligne dans les magasins aux États-Unis ainsi que sur l'activité publicitaire Walmart Connect.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Le Département de l'Agriculture approuve la demande du Nebraska d'exclure certains aliments du bénéfice d'un programme d'aide alimentaire

La Secrétaire à l'Agriculture, B. Rollins, a [approuvé](#) le 19 mai la demande du Nebraska d'interdire aux bénéficiaires du programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire ([SNAP](#)) d'utiliser leurs prestations pour acheter des sodas et des boissons énergisantes.

L'interdiction entrera en vigueur en janvier 2026, pour une période d'essai de deux ans. Le Nebraska deviendra le premier État à instituer de telles restrictions. Les seules restrictions fédérales qui existent aujourd'hui concernent l'alcool, le tabac et les aliments chauds.

Dans le communiqué [publié](#) par l'USDA, B. Rollins déclare : « la dérogation d'aujourd'hui [...] est une étape historique pour rendre l'Amérique à nouveau en bonne santé » et le gouverneur du Nebraska, J. Pillen, ajoute : « Il n'y a absolument aucune raison pour les contribuables de subventionner les achats de sodas et de boissons énergisantes. Le SNAP vise à aider les familles dans le besoin à intégrer des aliments sains dans leur alimentation, mais il n'y a rien de nutritif dans la malbouffe que nous éliminons avec la dérogation d'aujourd'hui ».

Plusieurs autres États, dont l'Arkansas et l'Indiana, ont soumis des demandes de dérogations SNAP pour exclure les sodas ou les bonbons. B. Rollins s'est [engagée](#) à ce que ces demandes soient instruites très rapidement.

B. Rollins rappelle dans son communiqué la cohérence de son action avec le programme Make America Healthy Again ([MAHA](#)) de son collègue à la santé et aux affaires sociales, Robert Kennedy Jr., et les efforts qu'ils [conduisent](#) conjointement.

Brèves

- Dans le cadre de sa nouvelle initiative « Make Agriculture Great Again », la Secrétaire à l'Agriculture, B. Rollins, souhaite apporter un soutien particulier à l'agriculture familiale. Elle [propose](#) une série de mesures pour renforcer la rentabilité économique et la pérennité des petites exploitations familiales qui représentent environ 86 % du total des exploitations aux États-Unis. Elle souhaite faciliter notamment les procédures d'installation, l'accès au crédit et la transmission de ces exploitations entre générations. Elle souhaite également répondre à leurs besoins de maîtrise des outils numériques et d'accès aux programmes de formation continue.

- La Secrétaire à l'Agriculture, B. Rollins, et le Secrétaire à l'Intérieur, D. Burgum, ont [signé](#) ce 21 mai une note de service conjointe, pour renforcer la coordination de leurs deux départements dans la lutte contre les incendies de forêt. « Nous fournirons les ressources nécessaires pour nous assurer que le Service des forêts dispose de la capacité de lutte contre les incendies de forêt la plus forte et la mieux préparée au monde », a déclaré B. Rollins.

Numérique et innovation

6. La FCC autorise le rachat de Frontier par Verizon suite aux engagements pris par l'opérateur américain, dont l'abandon de ses politiques « diversité, équité et inclusion »

Le 16 mai, la Federal Communications Commission (FCC) a officiellement [approuvé](#) le rachat de l'opérateur Frontier Communications par Verizon pour 20 Md\$. Annoncée en septembre dernier l'accord de la FCC intervient suite à plusieurs engagements pris par l'opérateur américain.

Selon la FCC, l'opération permettra (i) d'investir dans la modernisation et l'extension des infrastructures de Frontier, (ii) d'améliorer les conditions de travail dans le secteur et (iii) de mettre fin à ses politiques internes en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI). La décision a été [critiquée](#) par la commissaire démocrate de la FCC, Anna Gomez, qui y voit une « capitulation » risquant d'entraîner un précédent pour d'autres entreprises du secteur.

Le président de la FCC B. Carr avait [déclaré](#) à la presse au mois de mars qu'il « encouragerait [toute entreprise nécessitant une approbation de la FCC] à s'atteler à mettre fin aux discriminations injustes au titre du DEI, sous toutes leurs formes ».

7. La loi sur la diffusion d'images intimes non-consenties en ligne entre en vigueur

Le 19 mai, le Président D. Trump a [promulgué](#) le Take It Down Act, qui introduit des sanctions fédérales pour la diffusion en ligne d'images intimes non-consenties, y compris lorsqu'elles sont générées par intelligence artificielle (*deepfakes*). Le texte rend les plateformes et les sites web responsables du retrait sous 48 h de ces contenus après leur signalement, sous peine de sanctions de la part de la FTC.

La proposition de loi bipartisane, adoptée à une large majorité dans les deux chambres du Congrès, avait également [reçu](#) l'appui public de la première dame Mélanie Trump.

Plusieurs associations, dont le Center for Democracy & Technology et la Freedom of the Press Foundation, ont [exprimé](#) leur inquiétude,

soulignant les risques que le texte faisait porter à la liberté d'expression et la protection de la vie privée.

8. Crusoe Energy lève 11,6 Md\$ pour un cluster de calcul destiné à OpenAI, premier projet de l'initiative Stargate

La startup Crusoe Energy Systems a [annoncé](#) la levée de 11,6 Md\$ sous forme de capitaux propres et de dette pour financer la deuxième partie de la construction d'un cluster de calcul destiné à OpenAI, en partenariat avec le gestionnaire d'actifs Blue Owl et Primary Digital Infrastructure.

D'une valeur totale de 15 Md\$, ce site – le plus grand jamais utilisé par OpenAI selon [la presse](#) – aura une capacité totale de 1,2 GW et accueillera à terme jusqu'à 400 000 puces [Nvidia GB200 NVL72](#) (soit près de 29 millions GPU Blackwell) avec une deuxième tranche opérationnelle « mi-2026 » qui s'appuiera notamment sur l'énergie éolienne. La première phase du projet avait débuté en 2024 et devrait être mise en ligne cette année. Il s'agit du premier projet lié à l'initiative [Stargate](#), un projet d'infrastructure de calcul annoncé en janvier par OpenAI, Oracle et Softbank.

Brèves

- Dans son projet de loi budgétaire, la Chambre des représentants a adopté des [dispositions](#) visant à commercialiser d'ici 2034 une bande de 600 MHz de spectre, jusqu'alors réservée à l'État, notamment pour des usages militaires. Selon l'auteur de la proposition, le Sénateur Brett Guthrie (R-Kentucky), l'opération [pourrait](#) générer jusqu'à 88 Md\$ de recettes pour les finances publiques.
- OpenAI a [confié](#) la direction de son design au studio LoveFrom – dirigée par Jony Ive, connu pour son travail de design de l'iPhone – dans le cadre du [rachat](#) en actions de la société io (également dirigée par Jony Ive ; spécialisée dans le design et le développement de produits intégrant des solutions d'IA) valorisée à 6,5 Md\$. Cette collaboration – qui prévoit une entrée au capital d'OpenAI pour LoveFrom – vise à concevoir de nouveaux appareils destinés à la commercialisation de l'IA.

Santé

9. L'administration pousse l'industrie pharmaceutique à aligner le prix des médicaments vendus aux États-Unis avec ceux pratiqués à l'étranger

Le 12 mai, le Président D. Trump a [signé](#) un décret exécutif visant à ramener le prix des médicaments vendus aux États-Unis au niveau de ceux pratiqués par l'industrie pharmaceutique sur des marchés

étrangers, qualifiés de prix de la « nation la plus favorisée » (« *most favored nation price* » ou « prix MFN ») en référence au principe d'égalité entre partenaires commerciaux existant en droit commercial international. En particulier, le décret charge le Secrétaire au Commerce et le Représentant au Commerce (USTR) de prendre « toute mesure nécessaire et pertinente » afin de s'assurer que les politiques de pays étrangers ne conduisent pas à un financement « disproportionné » des activités mondiales de recherche et de développement pharmaceutiques par les patients américains. Le décret donne aussi mandat au Secrétaire à la Santé de faciliter, dans les limites du cadre légal en vigueur, l'accès direct des patients à des produits de santé vendus au « prix MFN ». Enfin, il fixe un délai de 30 jours au Secrétaire à la Santé afin de déterminer des cibles pour ces « prix MFN » vers lesquelles les industries pharmaceutiques devront converger. Faute d'une telle convergence des prix américains vers ces cibles, le décret prévoit que l'administration américaine prenne un ensemble de mesures, dont la proposition d'un processus réglementaire afin d'imposer les « prix MFN » et la facilitation de l'importation de thérapies à bas coûts originaires d'autres pays développés. D. Trump a [indiqué](#) que ce décret devrait permettre une réduction des prix de certains médicaments de l'ordre de « 50 % à 80 % ou 90 % ».

Dès le 12 mai, les fédérations sectorielles ont vivement réagi à la signature du décret. L'association PhRMA a [encouragé](#) l'administration à recourir aux instruments de politique commerciale pour favoriser une augmentation des prix des médicaments à l'étranger, mais a souligné qu'« importer les prix de pays socialistes » aux États-Unis remettrait en cause les projets d'investissement de l'industrie dans ce pays et mettrait un frein à l'innovation américaine, au bénéfice des concurrents chinois. De manière similaire, l'association BIO a [estimé](#) que la notion de « MFN [...] dévasterait les PME de la biotech » et que « l'importation de la médecine socialisée [...] conforterait la place de la Chine », accusant l'administration de traiter les patients et leurs familles comme « un jeton de négociation dans une guerre commerciale ».

Dans un communiqué de presse en date du 20 mai, le Département de la Santé et des Services sociaux (HHS) a [apporté](#) quelques précisions sur le champ et certains termes du décret. En particulier, il a précisé que celui-ci s'appliquait à « tous les produits de marque sur tous les marchés qui ne sont pas actuellement confrontés à la concurrence des génériques ou des biosimilaires ». Il a aussi indiqué que les laboratoires pharmaceutiques devaient « s'engager à aligner » leurs prix américains sur « le prix le plus bas d'un groupe de pays comparables sur le plan économique ». Le « prix MFN » cible serait ainsi, selon HHS, « le prix le plus bas pratiqué par un pays de l'OCDE présentant un PIB par habitant d'au moins 60 % celui des États-Unis ».

Brèves

- Le 14 mai, l'entreprise de dispositifs médicaux allemande Siemens Healthineers a [annoncé](#) un nouvel investissement de

150 M\$ afin de renforcer sa présence aux États-Unis, y compris par la relocalisation d'activités de production du Mexique vers la Californie.

- Le 19 mai, l'entreprise de biotechnologies américaine Regeneron Pharmaceuticals a [annoncé](#) qu'elle avait remporté les enchères pour le rachat de la quasi-totalité des actifs de l'entreprise leader de la génétique humaine 23andMe, dans le cadre de la restructuration de celle-ci. Regeneron a indiqué que ce rachat, pour un montant de 256 M\$, permettrait à 23andMe de poursuivre sans interruption tous ses services de génomique grand public. La transaction devrait être finalisée au troisième trimestre 2025.
- Le 21 mai, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Medtronic a [annoncé](#) son intention de scinder son segment d'activités consacrées au traitement du diabète. Le spin-off devrait être finalisé sous 18 mois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)